

**ARSF**

Autorité ontarienne de réglementation  
des services financiers



[www.fsrao.ca](http://www.fsrao.ca)



# Aperçu du secteur Rapport T1-2022

**Caisses populaires et credit unions de l'Ontario**

25 Sheppard Avenue West,  
Suite 100  
Toronto, ON  
M2N 6S6

25, avenue Sheppard Ouest  
Bureau 100  
Toronto (Ontario)  
M2N 6S6

Telephone: 416 250 7250  
Toll free: 1 800 668 0128

Téléphone : 416 250 7250  
Sans frais : 1 800 668 0128

## Remarques

L'aperçu du secteur est publié tous les trimestres et fournit une analyse et des commentaires sur l'économie et les plus récents résultats financiers déclarés par les credit unions et les caisses populaires du secteur de l'Ontario.

Dans le présent document, sauf indication contraire, les références aux credit unions désignent à la fois les credit unions et les caisses populaires.

## Avis de non-responsabilité

L'information présentée dans ce rapport a été préparée à partir des documents financiers non vérifiés soumis par les credit unions à l'ARSF en date du 21 avril 2022 et, par conséquent, l'exactitude et l'exhaustivité ne peuvent être garanties. Les résultats de l'état des revenus sont fondés sur l'ensemble des renseignements annualisés depuis le début de l'année pour chaque credit union.

## Diffusion électronique

L'Aperçu du secteur est publié en format PDF qui peut se lire à l'aide du programme de visualisation Adobe Acrobat Reader. Vous pouvez télécharger cette publication à partir de la section Publications qui se trouve sur la page des credit unions et caisses populaires du site Web de l'ARSF à l'adresse [www.fsrao.ca](http://www.fsrao.ca).

## Pour nous joindre

<https://www.fsrao.ca/fr/nous-joindre>

This document is also available in English.

## Table des matières

<b>1. Faits saillants financiers</b> .....	<b>4</b>
A. État des revenus	
B. Bilan	
C. Ratios de capital	
D. Mesures clés et ratios	
<b>2. Tendances financières clés du secteur</b> .....	<b>5</b>
A. Tableau 1 : Certaines tendances de croissance	
B. Tableau 2 : Certaines tendances au chapitre du rendement	
C. Tableau 3 : Coefficient de rendement et rendement de l'actif	
D. Tableau 4 : Croissance des prêts	
E. Tableau 5 : Prêts en souffrance : plus de 30 jours	
F. Tableau 6 : Rendement des prêts	
G. Tableau 7 : Croissance des dépôts	
H. Tableau 8 : Liquidité, emprunts totaux et titrisations	
<b>3. Observations de l'ARSF pour le T1 -2022</b> .....	<b>7</b>
<b>4. Aperçu économique</b> .....	<b>8</b>
<b>5. Marchés immobiliers</b> .....	<b>9</b>
<b>6. Consolidation et rentabilité du secteur</b> .....	<b>10</b>
<b>7. Capital et liquidité</b> .....	<b>11</b>
<b>8. Efficacité</b> .....	<b>12</b>
<b>9. Qualité et croissance du crédit</b> .....	<b>13</b>
<b>10. État des revenus du secteur</b> .....	<b>14</b>
<b>11. Bilan du secteur</b> .....	<b>15</b>

## Faits saillants financiers

	Secteur de l'Ontario		
	T1-2022*	T4-2021	T1-2021
<b>État des revenus (% de l'actif moyen)</b>			
Revenu net d'intérêt	2 15 <sup>1</sup>	1,90	1,94
Frais relatifs aux prêts	-0,01 <sup>1</sup>	0,00	0,03
Autres revenus	0,38 <sup>3</sup>	0,41	0,41
Frais autres que d'intérêt	1 63 <sup>3</sup>	1,61	1,56
Impôts	0,18 <sup>3</sup>	0,12	0,12
Bénéfice net	0,73 <sup>1</sup>	0,58	0,64
<b>Bilan (en milliards \$; à la fin du trimestre)</b>			
Actifs	84,9 <sup>1</sup>	83,9	79,1
Prêts	72,7 <sup>1</sup>	71,2	64,9
Dépôts	67,2 <sup>1</sup>	66,5	62,9
Avoir des sociétaires et capital	6 06 <sup>1</sup>	5,86	5,39
<b>Ratios de capital (%)</b>			
Levier	7 21 <sup>1</sup>	7,02	6,89
Pondéré en fonction des risques	13 83 <sup>1</sup>	13,69	13,83
<b>Mesures et ratios clés (% sauf dans les cas précisés)</b>			
Rendement du capital réglementaire	10 28 <sup>1</sup>	8,42	9,45
Ratio de liquidité	13,0 <sup>3</sup>	13,7	16,7
Coefficient de rendement (avant dividendes et remises d'intérêt)	63,2 <sup>1</sup>	67,6	66,0
Coefficient de rendement	64,3 <sup>1</sup>	69,8	67,4
Prêts hypothécaires en souffrance > 30 jours	0,24 <sup>1</sup>	0,25	0,33
Prêts commerciaux en souffrance > 30 jours	0,66 <sup>3</sup>	0,52	1,21
Total des prêts en souffrance >30 jours	0,38 <sup>3</sup>	0,35	0,61
Total des prêts en souffrance >90 jours	0,18 <sup>3</sup>	0,17	0,37
Croissance de l'actif (depuis le dernier trimestre)	1 17 <sup>3</sup>	2,01	0,67
Croissance des prêts (depuis le dernier trimestre)	2 21 <sup>1</sup>	2,08	1,07
Croissance des dépôts (depuis le dernier trimestre)	0,98 <sup>3</sup>	1,24	1,30
Credit unions (nombre)	61 <sup>2</sup>	61	62
Nombre de sociétaires (milliers)	1 7 32 <sup>1</sup>	1 720	1 730
Actif moyen (millions \$, par credit union)	1 3 92 <sup>1</sup>	1 376	1 276
<b>* Tendances par rapport au trimestre précédent</b>	<b>Amélioration<sup>1</sup></b>	<b>Neutre<sup>2</sup></b>	<b>Dégradation<sup>3</sup></b>

## Tendances financières clés du secteur

Tableau 1 - certaines tendances de croissance

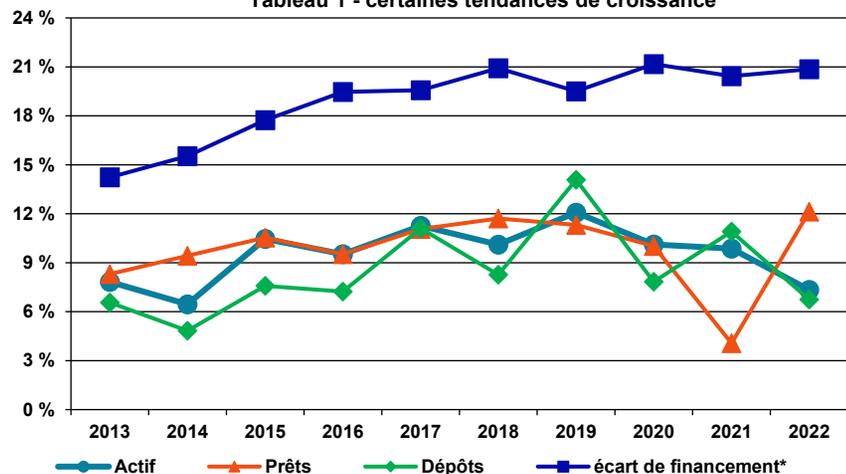


Tableau 2 - certaines tendances au chapitre du rendement

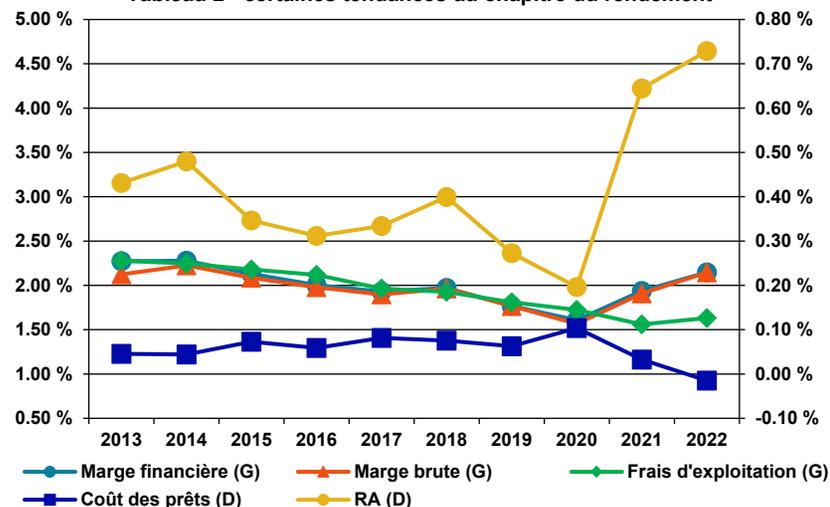


Tableau 3 - coefficient de rendement et rendement de l'actif

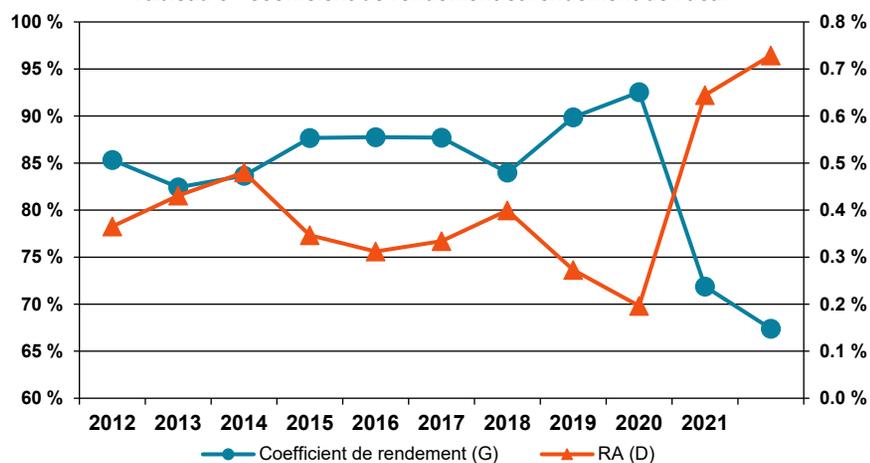
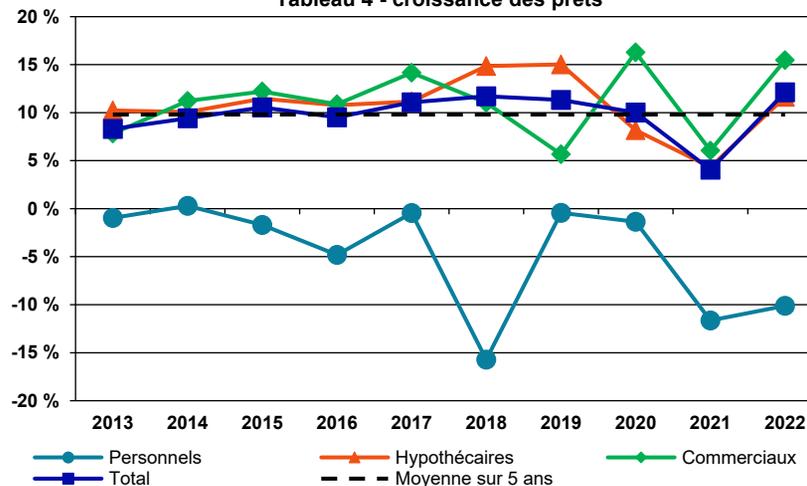
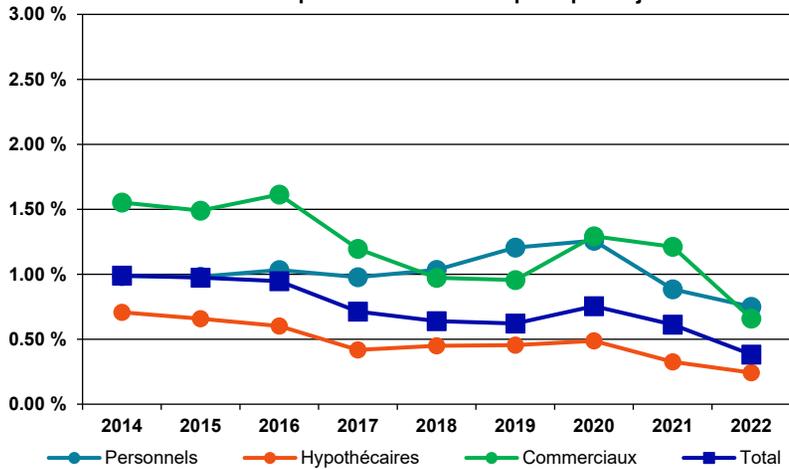


Tableau 4 - croissance des prêts

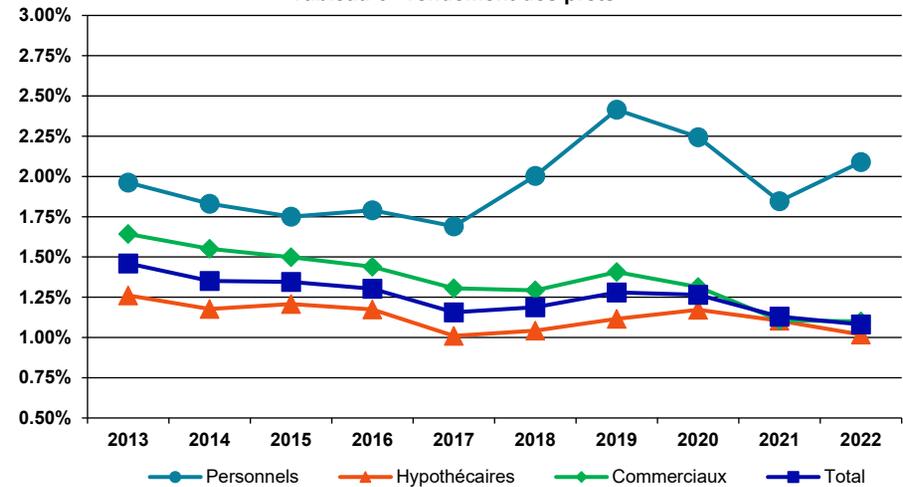


## Tendances financières clés du secteur (suite)

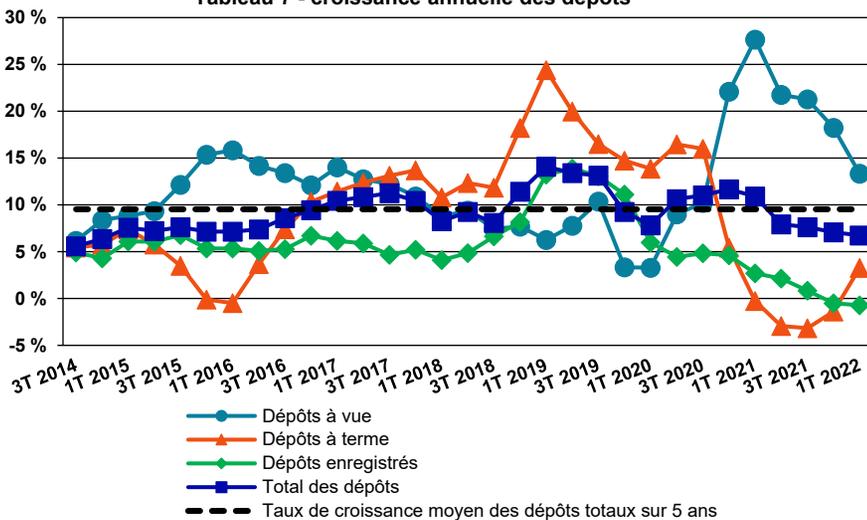
**Tableau 5 - prêts en souffrance - plus que 30 jours**



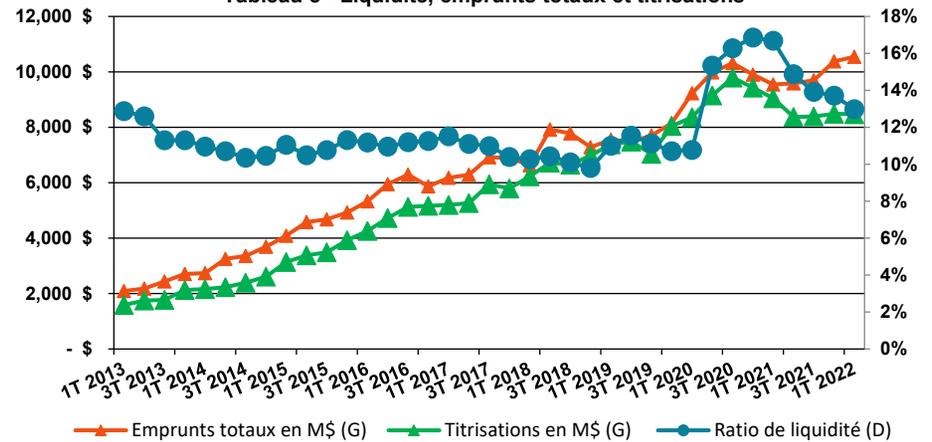
**Tableau 6 - rendement des prêts**



**Tableau 7 - croissance annuelle des dépôts**



**Tableau 8 - Liquidité, emprunts totaux et titrisations**



## Observations de l'ARSF pour le T1-2022

- La rentabilité au 1<sup>er</sup> trimestre de 2022 a été de 73 pb, soit 9 pb de plus qu'au dernier exercice et 15 pb de plus que le trimestre précédent, ce qui indique d'importants gains d'évaluation au marché sur les investissements de certaines credit unions.
- Les prêts hypothécaires résidentiels en souffrance depuis plus de 30 jours (qui, à 45,3 milliards de dollars, représentent 53,3 % des actifs du secteur) était de 24 pb, en baisse de 9 pb par rapport à l'exercice précédent et de 1 pb par rapport au trimestre précédent. Les retards de paiement sur les prêts commerciaux (qui, à 23,0 milliards de dollars, représentent 27,0 % des actifs du secteur) ont atteint 66 pb, soit une baisse de 55 pb par rapport à l'exercice précédent, mais une hausse de 14 pb par rapport au trimestre précédent. Le pourcentage total des prêts en souffrance s'est élevé à 38 pb, soit une baisse de 23 pb d'un exercice à l'autre (par rapport à 61 pb), mais une hausse de 3 pb par rapport au T4-2021 (par rapport à 35 pb).
- À la fin du T1 2022, les actifs du secteur s'élevaient à 84,9 milliards de dollars, soit une augmentation de 4,7 milliards de dollars (7,3 %) par rapport à l'exercice précédent. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 4,4 milliards de dollars (en hausse de 11,6 %, soit un taux de croissance similaire à celui d'avant la COVID), les marchés étant forts et les prix de vente élevés, les prêts commerciaux ont augmenté de 3,1 milliards de dollars (en hausse de 15,5 %) et les liquidités/investissements ont diminué de 2,3 milliards de dollars (en baisse de 17,3 %), les fonds ayant été redéployés dans des actifs à rendement plus élevé.
- La liquidité au T1-2022 est restée élevée, à 13,0 %, bien qu'elle soit inférieure de 370 pb à celle de l'année dernière, qui était inhabituellement élevée en raison de la faiblesse des principaux secteurs d'activité.
- La croissance annuelle des bénéfices non répartis (16,5 %) a dépassé celle de l'actif total (7,3 %). Toutefois, les parts d'investissement (en hausse de 179 millions de dollars ou 8,2 % par rapport à l'exercice précédent) continuent de représenter une source de financement importante (2,4 milliards de dollars ou 38,8 % du capital au T1-2022, en légère baisse par rapport aux 40,3 % du T1-2021).

## Aperçu économique

Lors de sa réunion du 13 avril 2022, la Banque du Canada (la « Banque ») a augmenté son taux cible pour le taux de financement à un jour à 1 %, le taux d'escompte à 1¼ % et le taux de dépôt à 1 %. La Banque a annoncé qu'elle mettrait fin au réinvestissement et commencerait le resserrement quantitatif (RQ), à compter du 25 avril 2022. Cela a pour effet que les obligations du gouvernement du Canada arrivant à échéance et figurant au bilan de la Banque ne seront plus remplacées et que la taille de son bilan diminuera au fil du temps. Dans un communiqué détaillé, la Banque a fait les déclarations suivantes.

« L'invasion en cours de l'Ukraine par la Russie cause une souffrance humaine inimaginable et est une nouvelle source d'incertitude économique. La flambée des prix du pétrole, du gaz naturel et d'autres produits de base alimente l'inflation à l'échelle mondiale. Les perturbations de l'approvisionnement attribuables à la guerre exacerbent également les contraintes d'offre persistantes et pèsent sur l'activité. Ce sont principalement ces facteurs qui expliquent la révision à la hausse substantielle des perspectives de la Banque concernant l'inflation au Canada.

La guerre en Ukraine perturbe la reprise mondiale, alors que la plupart des économies se relèvent à peine de l'impact du variant omicron de la COVID-19. Les pays européens sont plus directement touchés par les effets sur la confiance et les bouleversements de l'offre découlant du conflit. L'économie chinoise fait face à de nouvelles éclosions du virus et à une correction en cours du marché de l'immobilier. Aux États-Unis, la demande intérieure reste très forte et la Réserve fédérale américaine a clairement indiqué sa ferme intention d'utiliser ses outils de politique monétaire pour maîtriser l'inflation. Avec la réduction des mesures de relance, la croissance aux États-Unis devrait se modérer pour s'établir à un rythme plus conforme à celui de la croissance potentielle. Les conditions financières mondiales se sont resserrées et la volatilité a augmenté. La Banque prévoit maintenant une croissance mondiale d'environ 3½ % cette année, 2½ % en 2023 et 3¼ % en 2024.

Au Canada, la croissance est forte et l'économie entre dans une phase de demande excédentaire. Le marché du travail est tendu et la croissance des salaires, qui a retrouvé son rythme d'avant la pandémie, est en hausse. Les entreprises sont de plus en plus nombreuses à déclarer qu'elles ont de la difficulté à répondre à la demande, et qu'elles peuvent répercuter les coûts plus élevés des intrants sur leurs clients en haussant les prix. Même si le virus de la COVID-19 continue de muter et de circuler, les taux élevés de vaccination ont réduit ses effets sur la santé et l'économie. La croissance semble avoir été plus vigoureuse au premier trimestre qu'on le prévoyait en janvier et devrait augmenter au deuxième trimestre. Avec la levée des mesures sanitaires, les dépenses de consommation se raffermissent. La reprise des exportations et des investissements des entreprises se poursuivra, soutenue par la solide demande étrangère et les prix élevés des produits de base. L'activité sur le marché du logement, qui a été exceptionnellement forte, devrait se modérer.

La Banque prévoit que la croissance de l'économie canadienne atteindra 4¼ % cette année, avant de ralentir pour s'établir à 3¼ % en 2023 et à 2¼ % en 2024. Les robustes investissements des entreprises, la croissance de la productivité du travail et la hausse de l'immigration vont faire augmenter la capacité de production de l'économie, alors que les taux d'intérêt plus élevés devraient modérer la croissance de la demande intérieure.

Au Canada, l'inflation mesurée par l'IPC s'établit à 5,7 %, dépassant la prévision du *Rapport sur la politique monétaire* publié par la Banque en janvier. L'inflation est tirée par la hausse des prix de l'énergie et des aliments, ainsi que les perturbations de l'approvisionnement conjuguées à la forte demande mondiale et intérieure. Les mesures de l'inflation fondamentale ont toutes augmenté, puisque les pressions sur les prix se généralisent. La Banque s'attend maintenant à ce que l'inflation mesurée par l'IPC atteigne presque 6 % en moyenne durant la première moitié de 2022 et reste bien au-dessus de la fourchette de maîtrise de l'inflation tout au long de l'année. Elle devrait ensuite baisser pour s'établir à environ 2½ % au deuxième semestre de 2023 et retourner à la cible de 2 % en 2024. Il y a un risque croissant que les attentes relativement à une inflation élevée s'enracinent. La Banque utilisera ses outils de politique monétaire pour ramener l'inflation à la cible et garder les attentes d'inflation bien ancrées.

Puisque l'économie entre dans une phase de demande excédentaire et que l'inflation demeure bien au-dessus de la cible, le Conseil de direction juge que les taux d'intérêt devront encore augmenter. Le taux directeur est le principal instrument de politique monétaire de la Banque, et le resserrement quantitatif viendra s'ajouter aux hausses de ce taux. Le moment et le rythme des hausses subséquentes du taux directeur seront guidés par l'évaluation continue que fait la Banque de l'économie et par son engagement à atteindre la cible d'inflation de 2 %. »

Statistique Canada a indiqué le 11 mars 2022 que le ratio de la dette des ménages par rapport au revenu disponible a atteint un niveau record au quatrième trimestre de 2021, en raison de la hausse des emprunts hypothécaires et de la baisse du revenu disponible. L'organisme indique que le ratio est passé à 186,2 %, contre un chiffre révisé de 180,4 % pour le troisième trimestre.

Statistique Canada a noté que le ratio s'élevait à 181,1 % à la fin de 2019 avant la pandémie, alors que le précédent record était au troisième trimestre de 2018, à 184,7 %.

## Marchés immobiliers

Dans son rapport Market Watch, la Toronto Region Real Estate Board (TRREB) indique que les ventes d'avril 2022 se sont chiffrées à 8 008, ce qui représente une baisse importante par rapport aux 13 613 ventes d'avril 2021 (de 5 605 ou 41,2 %) et aux 10 955 ventes de mars 2022 (de 2 947 ou 26,9 %). Le prix de vente moyen s'est établi à 1,25 million de dollars, soit une hausse de 15 % par rapport à 1,1 million de dollars en avril 2021, mais une baisse de 3,5 % par rapport à 1,3 million de dollars en mars 2022. Il y a eu 18 413 nouvelles inscriptions, contre 20 841, soit une baisse de 2 428 (ou 11,7 %) par rapport à l'exercice précédent.

Le TRREB a présenté le commentaire suivant sur le marché. « Le marché immobilier de la région du Grand Toronto (RGT) a poursuivi son adaptation à la hausse des coûts d'emprunt, le nombre de transactions ayant diminué sur une base mensuelle et annuelle. Comme cela a été le cas lors des précédents cycles de resserrement des taux, certains acheteurs se sont mis sur la touche pour déterminer comment ils allaient se repositionner sur le marché compte tenu de la hausse des taux et de son impact sur l'accessibilité. D'après les tendances observées sur le marché immobilier en avril, il semble bien que la Banque du Canada atteigne son objectif de ralentir les dépenses de consommation dans sa lutte contre l'inflation élevée. Les

taux hypothécaires négociés ont fortement augmenté au cours des quatre dernières semaines, ce qui a incité certains acheteurs à retarder leur achat. À l'avenir, il sera intéressant de voir l'équilibre que la Banque du Canada trouvera entre la lutte contre l'inflation et le freinage de la croissance économique et des recettes publiques connexes, alors que nous continuons à nous remettre et à payer les programmes liés à la pandémie. »

## Regroupement du secteur

Il y avait 61 institutions au T1-2022, soit une réduction d'une institution par rapport au trimestre précédent, mais un nombre inchangé par rapport au T4-2021. L'actif moyen par institution a augmenté pour atteindre 1,4 milliard de dollars (soit une hausse de 116 millions de dollars ou 9,1 % par rapport à l'exercice précédent), reflétant les effets de la croissance organique et des fusions ou amalgames.

En mars 2022, l'ARSF a approuvé une charte pour la Lighthouse Credit Union, la première nouvelle credit union en Ontario depuis plus de dix ans. La credit union ouvrira ses portes au deuxième trimestre de 2022.

## Rentabilité

### Comparaison entre le T1-2022 et le T1-2021

Comme le montrent les tableaux 2 et 3, le rendement de l'actif moyen au T1-2022 a augmenté pour atteindre 73 pb (soit une hausse de 9 pb), contre 64 pb au trimestre précédent. La diminution des charges d'intérêts sur les dépôts (baisse de 18 pb à 76 pb) et sur les autres emprunts (baisse de 5 pb à 22 pb), l'augmentation des revenus d'investissement (hausse de 9 pb à 49 pb, influencée par des gains d'évaluation au marché dans certaines credit unions) et la réduction des coûts des prêts (en baisse de 4 pb) ont plus que compensé la baisse des intérêts sur les prêts (en baisse de 10 pb à 2,71 %), l'augmentation des frais autres que d'intérêt (en hausse de 7 pb à 1,63 %) et la hausse des impôts (en hausse de 6 pb à 18 pb).

Sept des 61 institutions avaient un rendement négatif sur les actifs. L'ARSF surveille de près celles qui ne sont pas rentables, identifie les principaux problèmes et travaille avec les credit unions pour élaborer des stratégies visant à rétablir la rentabilité.

### Comparaison entre le T1-2022 et le T4-2021

La rentabilité du secteur a augmenté de 15 pb (contre 58 pb) par rapport au trimestre précédent. Les revenus de placement ont augmenté de 22 pb (contre 27 pb, sous l'effet des gains d'évaluation à la valeur du marché) et les charges d'intérêts sur les dépôts ont diminué de 8 pb (contre 84 pb),

partiellement compensés par une baisse des intérêts sur les prêts de 12 pb (contre 2,83 %) et une augmentation des impôts sur les bénéfices de 6 pb (contre 12 pb).

### Comparaison entre le secteur de l'Ontario au T4-2021 et le secteur du Canada au T4-2021\*

La rentabilité du secteur de l'Ontario de l'ordre de de 58 pb était de 11 pb supérieure à celle du secteur du Canada (47 pb).

## Capital

### Comparaison entre le T1-2022 et le T1-2021

Le capital du secteur a augmenté à 6,1 milliards de dollars (671 millions de dollars ou 12,5 %) par rapport au trimestre précédent :

- Bénéfices non répartis de 3,7 milliards de dollars (en hausse de 527 millions de dollars ou 16,5 %);
- Placements et parts de ristourne de 2,4 milliards de dollars (en hausse de 179 millions de dollars ou 8,2 %);
- Parts sociales de 63 millions de dollars (baisse de 1 million de dollars ou 1,5 %)

En pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques, le capital du secteur s'est établi à 13,83 %, soit le même pourcentage qu'au trimestre précédent. Le levier est de 7,21 %, en hausse de 32 pb par rapport au trimestre précédent.

\*Selon l'Association canadienne des coopératives financières, y compris le secteur de l'Ontario

### Comparaison entre le T1-2022 et le T4-2021

Le capital du secteur a augmenté de 203 millions de dollars (3,5 % par rapport à 5,9 milliards de dollars) par rapport au trimestre précédent en raison de l'augmentation des bénéfices non répartis de 119 millions de dollars (3,3 % par rapport à 3,6 milliards de dollars), de l'émission de parts de placement de 121 millions de dollars (5,4 % par rapport à 2,2 milliards de dollars) et de l'augmentation des parts sociales de 1 million de dollars (0,7 % par rapport à 62 millions de dollars).

Les fonds propres du secteur, en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques, ont augmenté de 14 pb (contre 13,69 %) au trimestre précédent. Le levier a augmenté de 19 pb (de 7,02 %).

## Liquidité (y compris la titrisation)

### Comparaison entre le T1-2022 et le T1-2021

Comme le montrent les tableaux 7 et 8, les dépôts du secteur ont augmenté de 4,2 milliards de dollars (en hausse de 6,7 %, à 67,2 milliards de dollars), les titrisations ont diminué de 0,6 milliard de dollars (en baisse de 6,4 %, à 8,5 milliards de dollars) et les emprunts ont augmenté de 1,6 milliard de dollars (en hausse de 317,2 %, à 2,1 milliards de dollars), soit une augmentation nette de 5,2 milliards de dollars (en hausse de 7,2 %, à 77,7 milliards de dollars) par rapport à l'exercice précédent. Les actifs liquides ont diminué de 2,0 milliards de dollars (en baisse de 16,6 %, à 10,1 milliards de dollars), ce qui a entraîné une baisse de la liquidité à 13,0 % (en baisse de 370 pb, contre 16,7 % au T1-2021).

Au premier trimestre de 2022, 23 institutions (21 credit unions et 2 caisses populaires), dont l'actif total s'élevait à 77,2 milliards de dollars (90,9 % de l'actif du secteur), participaient à des programmes de titrisation.

### Comparaison entre le T1-2022 et le T4-2021

Les dépôts du secteur ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (hausse de 1,0 % par rapport à 66,5 milliards de dollars), les titrisations ont diminué de 21 millions de dollars (baisse de 0,2 % par rapport à 8,5 milliards de dollars) et les emprunts ont augmenté de 188 millions de dollars (hausse de 10,0 % par rapport à 1,9 milliard de dollars), soit une augmentation nette de 0,8 milliard de dollars (hausse de 1,1 % par rapport à 76,9 milliards de dollars) par rapport au trimestre précédent. Cependant, les actifs liquides ont diminué de 410 millions de dollars (3,9 %, contre 10,5 milliards de dollars), ce qui a entraîné une baisse de 70 pb de la liquidité (contre 13,7 %).

## Coefficient de rendement (avant les dividendes et remises d'intérêts)

### Comparaison entre le T1-2022 et le T1-2021

Comme le montre le tableau 3, le ratio d'efficacité du secteur s'est amélioré pour atteindre 63,2 % (en baisse de 280 pb par rapport à 66,0 %) par rapport au trimestre précédent.

### Comparaison entre le T1-2022 et le T4-2021

Par rapport au trimestre précédent, l'efficacité du secteur s'est améliorée de 440 pb (de 67,6 %).

## Comparaison entre le secteur de l'Ontario au T4-2021 et le secteur du Canada au T4-2021\*

Les frais autres que d'intérêt en pourcentage de l'actif moyen pour le secteur de l'Ontario (1,61 %) étaient de 14 pb plus élevés que ceux du secteur canadien (1,75 %). Le ratio d'efficacité du secteur de l'Ontario (67,6 %) était supérieur de 4,5 points de pourcentage à celui du secteur du Canada (72,1 %). Il s'agit d'une amélioration importante par rapport au T4-2020, alors qu'à 80,3 %, le secteur de l'Ontario était 6,2 points de pourcentage moins élevé que le secteur du Canada (74,1 %).

## Qualité du crédit (prêts en souffrance depuis plus de 30 jours)

### Comparaison entre le T1-2022 et le T1-2021

Comme le montre le tableau 5, le nombre total de prêts en souffrance a diminué à 38 pb (soit une baisse de 23 pb par rapport à 61 pb) par rapport au trimestre précédent. Le pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels en souffrance a diminué à 24 pb (contre 33 pb, soit une baisse de 9 pb) et le pourcentage des prêts commerciaux en souffrance a diminué à 66 pb (contre 121 pb, soit une baisse de 55 pb).

### Comparaison entre le T1-2022 et le T4-2021

Par rapport au trimestre précédent, le total des prêts en souffrance a augmenté de 3 pb (contre 35 pb), indiquant une diminution des prêts hypothécaires résidentiels en souffrance de 1 pb (contre 25 pb), compensée par une augmentation des prêts commerciaux en souffrance de 14 pb (contre 52 pb).

## Croissance

### Comparaison entre le T1-2022 et le T1-2021

Par rapport à l'exercice précédent, l'actif total du secteur a augmenté pour atteindre 84,9 milliards de dollars (soit une hausse de 5,8 milliards de dollars ou 7,3 %). Cela tient compte de l'augmentation des prêts hypothécaires résidentiels, qui ont atteint 45,3 milliards de dollars (soit une hausse de 4,7 milliards de dollars ou 11,6 %), et des prêts commerciaux, qui ont atteint 23,0 milliards de dollars (soit une hausse de 3,1 milliards de dollars ou 15,5 %), contrebalancée par une diminution de l'encaisse et des placements de 10,8 milliards de dollars (soit une baisse de 2,3 milliards de dollars ou 17,3 %).

## Comparaison entre le T1-2022 et le T4-2021

L'actif total du secteur a augmenté de 1,0 milliard de dollars (1,2 % par rapport à 83,9 milliards de dollars) par rapport au trimestre précédent, ce qui indique une augmentation des prêts hypothécaires résidentiels de 0,6 milliard de dollars (1,4 % par rapport à 44,6 milliards de dollars) et des prêts commerciaux de 1,1 milliard de dollars (5,2 % par rapport à 21,8 milliards de dollars), contrebalancée par une diminution de l'encaisse et des placements de 0,7 milliard de dollars (6,4 % par rapport à 11,5 milliards de dollars).

## Comparaison entre le secteur de l'Ontario au T4-2021 et le secteur du Canada au T4-2021

La croissance de l'actif total du secteur de l'Ontario (6,7 %) a dépassé celle du secteur du Canada (4,9 %), en raison de la hausse des prêts hypothécaires résidentiels de 10,8 % (contre 8,3 %), des prêts commerciaux de 12,3 % (contre 8,8 %) et des prêts agricoles de 11,8 % (contre 8,1 %).

## État des revenus du secteur

Pourcentage de l'actif moyen (sauf indication contraire)	Secteur de l'Ontario			Secteur canadien <sup>1</sup>	
	T1-2022	T4-2021	T1-2021	T4-2021	T4-2021
<b>Revenu d'intérêts et de placements</b>					
Revenu d'intérêts sur les prêts	2,71 %	2,83 %	2,81 %	2,64 %	
Revenu de placements	0,49 %	0,27 %	0,40 %	0,19 %	
<b>Total du revenu d'intérêts et de placements</b>	<b>3,20 %</b>	<b>3,10 %</b>	<b>3,21 %</b>	<b>2,83 %</b>	
<b>Charge au titre des intérêts et des dividendes</b>					
Frais d'intérêts sur les dépôts	0,76 %	0,84 %	0,94 %	0,76 %	
Remises d'intérêts/dividendes sur le capital social	0,04 %	0,06 %	0,04 %		
Dividendes sur les capitaux de placement et autre capital	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,08 %	
Autres frais d'intérêt	0,22 %	0,25 %	0,27 %	0,14 %	
Total	0,29 %	0,35 %	0,34 %	0,22 %	
<b>Total des charges au titre des intérêts et des dividendes</b>	<b>1,05 %</b>	<b>1,19 %</b>	<b>1,27 %</b>	<b>0,98 %</b>	
<b>Revenu net d'intérêts et de placements</b>	<b>2,15 %</b>	<b>1,90 %</b>	<b>1,94 %</b>	<b>1,85 %</b>	
Frais relatifs aux prêts	(0,01 %)	(0,00 %)	0,03 %	0,00 %	
<b>Revenu net d'intérêts et de placements après frais relatifs aux prêts</b>	<b>2,16 %</b>	<b>1,91 %</b>	<b>1,90 %</b>	<b>1,85 %</b>	
Autres revenus (autres que d'intérêts)	0,38 %	0,41 %	0,41 %	0,50 %	
<b>Intérêts nets, investissements et autres revenus</b>	<b>2,54 %</b>	<b>2,31 %</b>	<b>2,31 %</b>	<b>2,35 %</b>	
<b>Frais autres que d'intérêts</b>					
Salaires et avantages sociaux	0,90 %	0,90 %	0,89 %		
Occupation	0,14 %	0,14 %	0,14 %		
Équipement informatique, de bureau et autres	0,18 %	0,18 %	0,18 %		
Publicité et communications	0,07 %	0,07 %	0,06 %		
Sécurité des sociétaires	0,08 %	0,08 %	0,08 %		
Administration	0,20 %	0,17 %	0,13 %		
Autres	0,07 %	0,08 %	0,07 %		
<b>Total des frais autres que d'intérêts</b>	<b>1,63 %</b>	<b>1,61 %</b>	<b>1,56 %</b>	<b>1,75 %</b>	
<b>Bénéfice net/(perte nette) avant impôts</b>	<b>0,91 %</b>	<b>0,70 %</b>	<b>0,76 %</b>	<b>0,60 %</b>	
Impôts	0,18 %	0,12 %	0,12 %	0,12 %	
<b>Bénéfice net/(perte nette)</b>	<b>0,73 %</b>	<b>0,58 %</b>	<b>0,64 %</b>	<b>0,47 %</b>	
<b>Actif moyen (en milliards de dollars)</b>	<b>84 \$</b>	<b>81 \$</b>	<b>79 \$</b>	<b>273 \$</b>	

<sup>1</sup>Résultats sommaires selon l'Association canadienne des coopératives financières; comprend le secteur de l'Ontario

\*Comme les totaux ont été arrondis, ils pourraient ne pas concorder

## Bilans du secteur

En millions de dollars

	Secteur		
	T1-2022	T4-2021	T1-2021
<b>Actifs</b>			
Encaisse et placements	10 768	11 510	13 018
Prêts personnels	1 796	2 034	1 998
Prêts hypothécaires résidentiels	45 254	44 616	40 536
Prêts commerciaux	22 962	21 837	19 887
Prêts institutionnels	106	90	83
Prêts aux associations non constituées en sociétés	54	55	75
Prêts agricoles	2 576	2 541	2 299
Total des prêts	72 749	71 173	64 879
Total de la provision pour prêts	216	223	268
Immobilisations	647	656	665
Actif incorporel et autres éléments d'actif	959	809	810
<b>Actif total</b>	<b>84 907</b>	<b>83 926</b>	<b>79 105</b>
<b>Passif</b>			
Dépôts à vue	30 795	30 985	27 173
Dépôts à terme	22 752	22 062	22 031
Dépôts enregistrés	13 644	13 495	13 742
Total des dépôts	67 191	66 542	62 946
Emprunts	2 074	1 886	497
Titrisations	8 469	8 490	9 046
Autres éléments du passif	1 113	1 152	1 227
Total du passif	78 847	78 070	73 717
<b>Avoir des sociétaires et capital</b>			
Parts sociales d'adhésion	63	62	64
Bénéfices non répartis	3 718	3 599	3 191
Autres capital de catégorie 1 et 2	2 352	2 231	2 173
Cumul des autres résultats attendus	(72)	(35)	(39)
Total de l'avoir des sociétaires et du capital	6 059	5 856	5 388
<b>Total du passif, de l'avoir des sociétaires et du capital</b>	<b>84 907</b>	<b>83 926</b>	<b>79 105</b>

\*Comme les totaux ont été arrondis, ils pourraient ne pas concorder

## Bilans du secteur

	Secteur		
	Augmentation/(diminution) en % par rapport à		
	T1-2022 En millions de dollars	T4-2021	T1-2021
<b>Actifs</b>			
Encaisse et placements	10 768	-6,4 %	-17,3 %
Prêts personnels	1 796	-11,7 %	-10,1 %
Prêts hypothécaires résidentiels	45 254	1,4 %	11,6 %
Prêts commerciaux	22 962	5,2 %	15,5 %
Prêts institutionnels	106	17,0 %	26,8 %
Prêts aux associations non constituées en sociétés	54	-1,0 %	-27,6 %
Prêts agricoles	2 576	1,4 %	12,0 %
Total des prêts	72 749	2,2 %	12,1 %
Total de la provision pour prêts	216	-3,2 %	-19,5 %
Immobilisations	647	-1,4 %	-2,6 %
Actif incorporel et autres éléments d'actif	959	18,5 %	18,3 %
<b>Actif total</b>	<b>84 907</b>	<b>1,2 %</b>	<b>7,3 %</b>
<b>Passif</b>			
Dépôts à vue	30 795	-0,6 %	13,3 %
Dépôts à terme	22 752	3,1 %	3,3 %
Dépôts enregistrés	13 644	1,1 %	-0,7 %
Total des dépôts	67 191	1,0 %	6,7 %
Emprunts	2 074	10,0 %	317,2 %
Titrisations	8 469	-0,2 %	-6,4 %
Autres éléments du passif	1 113	-3,4 %	-9,3 %
Total du passif	78 847	1,0 %	7,0 %
<b>Avoir des sociétaires et capital</b>			
Parts sociales d'adhésion	63	0,7 %	-1,5 %
Bénéfices non répartis	3 718	3,3 %	16,5 %
Autres capital de catégorie 1 et 2	2 352	5,4 %	8,2 %
Cumul des autres éléments du résultat global	(72)	104,1 %	84,1 %
Total de l'avoir des sociétaires et du capital	6 059	3,5 %	12,5 %
<b>Total du passif, de l'avoir des sociétaires et du capital</b>	<b>84 907</b>	<b>1,2 %</b>	<b>7,3 %</b>

\*Comme les totaux ont été arrondis, ils pourraient ne pas concorder

## Bilans du secteur

En pourcentage de l'actif total	Secteur			Secteur du Canada <sup>1</sup>
	T1-2022	T4-2021	T1-2021	T4-2021
<b>Actifs</b>				
Encaisse et placements	12,7 %	13,7 %	16,5 %	16,90 %
Prêts personnels	2,1 %	2,4 %	2,5 %	3,4 %
Prêts hypothécaires résidentiels	53,3 %	53,2 %	51,2 %	48,7 %
Prêts commerciaux	27,0 %	26,0 %	25,1 %	24,5 %
Prêts institutionnels	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,9 %
Prêts aux associations non constituées en sociétés	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Prêts agricoles	3,0 %	3,0 %	2,9 %	3,7 %
Total des prêts	85,7 %	84,8 %	82,0 %	81,3 %
Total de la provision pour prêts	0,3 %	0,3 %	0,3 %	-0,3 %
Immobilisations	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,9 %
Actif incorporel et autres éléments d'actif	1,1 %	1,0 %	1,0 %	1,2 %
<b>Actif total</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>
<b>Passif</b>				
Dépôts à vue	36,3 %	36,9 %	34,4 %	44,4 %
Dépôts à terme	26,8 %	26,3 %	27,9 %	27,0 %
Dépôts enregistrés	16,1 %	16,1 %	17,4 %	14,1 %
Total des dépôts	79,1 %	79,3 %	79,6 %	85,7 %
Emprunts	2,4 %	2,2 %	0,6 %	5,0 %
Titrisations	10,0 %	10,1 %	11,4 %	
Autres éléments du passif	1,3 %	1,4 %	1,6 %	2,2 %
Total du passif	92,9 %	93,0 %	93,2 %	92,9 %
<b>Avoir des sociétaires et capital</b>				
Parts sociales d'adhésion	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,5 %
Bénéfices non répartis	4,4 %	4,3 %	4,0 %	5,5 %
Autre capital de catégorie 1 et 2	2,8 %	2,7 %	2,7 %	1,1 %
Cumul des autres résultats attendus	-0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Total de l'avoir des sociétaires et du capital	7,1 %	7,0 %	6,8 %	7,1 %
<b>Total du passif, de l'avoir des sociétaires et du capital</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>